



N° DP 25/418

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN RAMPE D'ACCES SITUÉE A TOULON 10 RUE FERDINAND PELLOUTIER

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

VU la délibération n°24/12/311 du 19 décembre 2024 portant adoption de la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain,

CONSIDERANT que la SAS MONOPRIX EXPLOITATION, occupait une portion de 30 m² du domaine public communal pour une rampe d'accès à l'usage des personnes à mobilité réduite au droit de son établissement situé à Toulon (83000), 10 rue Ferdinand Pelloutier,

CONSIDERANT qu'en raison du transfert de la compétence création, aménagement et entretien de la voirie du 1^{er} janvier 2018, il appartient désormais à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de délivrer les permissions de voirie en lieu et place des communes membres,

CONSIDERANT que l'objet de l'autorisation d'occupation temporaire consiste en une rampe d'accès à l'usage des personnes à mobilité réduite de 30 m² située sur le domaine public de la Métropole, pour une durée de 12 ans, du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2036, moyennant une redevance en 2025 d'un montant de 4 680 € TTC,

CONSIDERANT que cette occupation dépend géographiquement du local de la Société et qu'il s'agit là d'une caractéristique particulière de la dépendance,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger dans ces conditions à l'obligation de publicité et de mise en concurrence conformément à l'article L. 2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire accordée à SAS MONOPRIX EXPLOITATION lui permettant d'occuper le domaine public métropolitain pour une rampe d'accès à l'usage des personnes à mobilité réduite, d'une superficie totale de 30 m², au droit de son établissement situé à Toulon (83000), 10 rue Ferdinand Pelloutier, pour une durée de 12 ans, du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2036, moyennant une redevance en 2025 d'un montant de 4 680 € TTC.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront inscrites au Budget principal, section fonctionnement, article n° 70323, opération n° 61101 service foncier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN
POUR UNE RAMPE D'ACCES CONSENTIE
A LA SAS MONOPRIX EXPLOITATION**

COMMUNE DE TOULON

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole »

D'une part

ET

La SAS MONOPRIX EXPLOITATION, dont le siège social est à CLICHY (92110), 14-16 rue Marc Bloch, représentée par Monsieur Marc SIGNORET, Directeur du magasin situé à Toulon (83000), 10 rue Ferdinand Pelloutier, immatriculée sous le numéro SIRET 552 083 297 03196, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de la délégation accordée par Monsieur Arnaud BORRACINO, Directeur commercial régional, en date du 1^{er} janvier 2024,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La SAS MONOPRIX EXPLOITATION, occupait une portion de 30 m² du domaine public communal pour une rampe d'accès à l'usage des personnes à mobilité réduite au droit de son magasin situé à Toulon (83000), 10 rue Ferdinand Pelloutier.

Compte tenu du transfert de la compétence création, aménagement et entretien de la voirie du 1^{er} janvier 2018, il appartient désormais à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de délivrer les permissions de voiries en lieu et place des communes membres.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée consent à autoriser la SAS MONOPRIX EXPLOITATION à occuper le domaine public métropolitain. Il convient dès lors de conventionner afin de fixer les modalités d'occupation.

Dans la mesure où cette terrasse dépend géographiquement du local occupé par la société et constitue donc une caractéristique particulière de la dépendance du domaine public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L 2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La SAS MONOPRIX EXPLOITATION est autorisée à occuper le domaine public métropolitain pour une rampe d'accès à l'usage des personnes à mobilité réduite, d'une superficie totale de 30 m², au droit de son magasin situé à Toulon (83000), 10 rue Ferdinand Pelloutier, afin de satisfaire à ses obligations notamment en termes d'accessibilité.

La présente convention d'occupation est accordée à titre strictement personnel.

L'occupant ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du terrain mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception du Propriétaire, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 1 an reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans.

Elle prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025 pour se terminer au plus tard le 31 décembre 2036.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de

réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée –
107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES

1°/ Redevance

L'occupant versera une **redevance annuelle, payable d'avance, calculée et révisée chaque année**, selon la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain fixée annuellement par délibération de l'Assemblée Délibérante de la Métropole et rapportés au nombre de mètres carrés occupés.

La **redevance annuelle d'occupation** a été fixée à **4680 € TTC (quatre mille six cent quatre-vingts euros)**, calculée comme suit :

$$(13 \text{ €/M}^2/\text{mois} \times 30 \text{ m}^2) \times 12 \text{ mois} = 4680 \text{ €}$$

2°/ Impôts et taxes

Le bénéficiaire de la présente convention devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

3°/ Modalités de règlement

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer qui devra être envoyé à l'adresse suivante :

MONOPRIX
10 rue Ferdinand Pelloutier
83000 TOULON

Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP SAS MONOPRIX EXPLOITATION** »

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

L'occupant :

- Prendra les lieux en l'état sans pouvoir exiger aucuns travaux de la part de la Métropole à quelque titre que ce soit,

- Devra souscrire et délivrer à la Métropole sur simple requête, les polices d'assurance (ainsi que la preuve du règlement des primes) qu'il est tenu de souscrire,
- Supportera tous les travaux nécessaires concernant la construction relative à une rampe d'accès à l'usage des personnes à mobilité réduite, y compris ceux incombant normalement à la Métropole. Il devra, au préalable, les soumettre pour accord à la Métropole,
- Devra prendre à sa charge exclusive tous les frais inhérents à l'installation, à l'entretien et à la maintenance des ouvrages et équipements qui devront être maintenu en bon état,
- Fera son affaire personnelle des aménagements nécessaires afin de permettre l'occupation des lieux en toute sécurité et supportera également l'entretien des installations et le nettoyage des lieux,
- S'engage à ne tirer aucun profit à quelque titre que ce soit de cette occupation,
- Acquittera tous les impôts et taxes de toute nature (y compris l'impôt foncier) pouvant être dus en raison de l'occupation,
- Est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- S'engage à signaler à la Métropole toutes informations utiles susceptibles d'avoir une incidence quelconque sur l'occupation et / ou la destination des lieux.

L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 5 – URBANISME

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas l'occupant d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme.

L'Occupant est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'OCCUPATION

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement, et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

L'Occupant est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

Il sera tenu pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du Propriétaire.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

ARTICLE 7 – TRAVAUX

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien, la maintenance et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

L'autorisation est strictement limitée à l'emprise nécessaire à l'implantation d'une construction dans le but d'y installer une rampe d'accès à l'usage des personnes à mobilité réduite sur le domaine public métropolitain d'une superficie totale de 30 m², qui reste propriété de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui pourra réaliser ou faire réaliser des travaux de toutes natures sans que l'occupant ne puisse s'y opposer.

ARTICLE 8 – EXCLUSION DE RESPONSABILITE

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit.

Elle ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournement des bien installé sur son domaine public.

L'occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Sauf travaux d'urgence, l'occupant en sera informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature des travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE DE L'OCCUPANT

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses

agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,

- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.

- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Les polices d'assurance souscrites par l'occupant devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part de l'occupant que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

10-1 : Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses salariés ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

10-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

10-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention d'occupation sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par le Propriétaire et l'Occupant, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 12 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 13 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Directeur de magasin,

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Marc SIGNORET

Jean-Pierre GIRAN

